NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 28 novembre 2022

Football sans frontières, mais pas sans profits

La Coupe du monde de football a connu des débuts mouvementés, pas seulement à cause de la défaite de la sélection argentine face à l'Arabie saoudite ou de la blessure du « ballon d'or » Karim Benzema. Conditions d'attribution troubles, aberration écologique, scandales autour des droits humains… Nul doute que cette Coupe du monde 2022 figure déjà au palmarès des plus contestées de l'histoire du foot. Et la politique s'est largement invitée sur les terrains depuis une semaine, avec son lot de symboles, d'espoirs, mais aussi de récupération et d'hypocrisie. À commencer par celle de Macron qui après avoir dit qu'il ne fallait pas « politiser le sport »… envisage de faire le déplacement à Doha !

À la limite du hors-jeu

La première semaine de compétition a été celle de la multiplication des postures symboliques. Sélection anglaise genou à terre « contre les inégalités et le racisme ». Joueurs iraniens muets pendant leur hymne national, tandis qu'une partie des supporters affichaient leur soutien aux mobilisations qui ont éclaté en Iran après la mort de Mahsa Amini et protestaient contre une répression féroce qui a déjà fait plus de 400 victimes. Équipe allemande main sur la bouche en signe de protestation à l'interdiction par la Fifa d'arborer un brassard « One love », en défense des homosexuels, au prétexte que l'affront serait trop important vis-à-vis du pays organisateur qui les criminalise. Des prises de position évidemment limitées et plus ou moins courageuses, mais qui ont fait le tour du monde. Et la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, d'enjoindre les joueurs français qui s'étaient pliés aux exigences de la Fifa de ne pas faire de vagues, de saisir eux aussi leurs « espaces de libertés » pour afficher « les valeurs de la France ». On aimerait bien savoir lesquelles ! La défense des travailleurs népalais, bangladais ou philippins morts sur les chantiers d'Eiffage, Bouygues ou Vinci ? Sur ce point, Macron n'a fait qu'afficher son soutien à la pétromonarchie qatarie, en prétendant que « des changements concrets » seraient à l'œuvre.

Une belle hypocrisie et une belle coupe de la corruption

Car évidemment, dans ce monde capitaliste, le football, qui brasse des intérêts économiques et financiers considérables, est très politique. Cette édition va coûter 212 milliards d'euros. La première loi du jeu à laquelle le Qatar s'est plié avec beaucoup de talent, c'est le concours de magouilles pour obtenir l'organisation du Mondial. Où l'on parle d'un fameux dîner entre amis fin 2010 au cours duquel l'émir, Sarkozy, Platini et quelques remplaçants auraient joué une passe à dix incluant le soutien de la France, un contrat d'armement, la vente des droits télé du championnat et le rachat du PSG ! Une belle salade pour honorer la gastronomie française et le sens des affaires émirati. Avec le patronage de Gianni Infantino, président de la Fifa et… résident qatari en guise d'assaisonnement : pour un peu, on se croirait dans *Le Parrain* !

La loi du pognon au royaume du ballon

Cette histoire pue le fric. Pour la France, quasiment toutes les grandes entreprises ont des intérêts au Qatar, Total, Dassault et compagnie… alors l'écologie et les droits de l'homme, voyez-vous, on oublie !

Le Qatar est au banc des accusés, et ses avocats, comme Zinédine Zidane – « pas toi, pas après tout ce que tu as fait » – sont bien empêtrés pour que cesse la « polémique ». Difficile pourtant de faire passer la mort de milliers de nos frères de classe sur les chantiers pour une simple « polémique ». 64 matchs, 6 500 morts : il s'agit bien d'un crime, représentatif de la manière dont le Qatar (et derrière lui la bourgeoisie, sous toutes les latitudes) traite les travailleurs, en premier lieu les migrants et expatriés, venus construire ces stades pour faire survivre leur famille contre des payes ne dépassant pas les 300 euros.

Alors, avec le fric roi au cœur du système capitaliste, la Coupe du monde n'est pas près d'être seulement une grande liesse internationale autour d'un sport pratiqué sur tous les continents par les pauvres et les travailleurs. Il faudra un jour ou l'autre la débarrasser du système capitaliste. Mais cette fois encore c'est carton rouge à tous ceux qui tirent les ficelles !

Tri des soignants, tri des patients

Pour Braun, le ministre de la Santé, la réintégration des soignants suspendus pose un « problème d'éthique professionnelle ». Et c'est pas Mathias Wargon, chef des Urgences de Delafontaine, qui le contredira. Pour lui, la réintégration serait « du populisme » et seul compterait le « respect des règles de l'hôpital », justifiant ainsi le maintien de la suspension contrairement à ce qu'il se passe dans toute l'Europe. Pourtant, il s'agit souvent de soignants qui travaillent depuis des décennies dans toutes les situations de crise, y compris celle du Covid, où, au tout début, on devait venir travailler sans masque, sans protection, contaminés mais asymptomatiques.

Et c'est éthique de devoir travailler en sous-effectif chronique ? De voir des dizaines de lits fermer autour de soi ? De trier les patients de tous âges, y compris les enfants ? Y compris aux Urgences ?

Vous avez dit « tri » ?

Mais pour Olivier Véran, ancien ministre de la Santé, « le tri n'existe pas », il y a une « organisation des soins graduée et différenciée en fonction de la charge sanitaire ». Le gouvernement joue sur les mots, et préfère menacer d'enquête et de sanction les soignants pour de telles « pratiques déviantes », que de poser le mot et reconnaître la réalité du manque de moyens dans les hôpitaux.

Il est bon que la parole des femmes se libère

Le professeur Emile Daraï, ancien chef du centre endométriose de l'hôpital Tenon, vient d'être mis en examen pour « violences volontaires par personne chargée d'une mission de service public ». Plusieurs plaintes avaient été déposées contre lui par des patientes, notamment pour « des viols » et « violences » pendant des actes médicaux. L'AP-HP avait, dans un rapport interne, parlé de sa « maltraitance » et de ses « manquements relevés sur les consentements, la douleur, l'information et l'absence d'empathie ».

Chlordécone : déni de justice !

Le Parquet de Paris a demandé « un non-lieu » dans l'affaire du chlordécone aux Antilles, un insecticide massivement utilisé dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique depuis 1970. Interdit en France en 1990, il a été utilisé aux Antilles jusqu'en 1993. C'est un véritable scandale sanitaire, provoquant une pollution importante et durable. Plus de 90 % de la population est contaminée et le taux d'incidence du cancer de la prostate y est parmi les plus élevés du monde. La lutte doit continuer pour dénoncer ce scandale sanitaire et ses responsables !

Mobilisation nationale du médico-social mardi dernier

Dans beaucoup de villes, des rassemblements ou manifestations de salariés du social et du médico-social ont eu lieu mardi, dont un rassemblement très fourni devant le ministère de la Santé à Paris. Les budgets sont en baisse alors que les besoins explosent. Les personnels sont sommés de toujours faire plus avec moins. Pendant ce temps, les groupes privés qui grapillent le secteur se gavent de profits. La mobilisation avait été massive en décembre dernier, obtenant par exemple l'extension (partielle !) du Ségur à leur profession. Aujourd'hui, les grèves locales se multiplient, parfois avec occupation comme celle du service social de la ville de Paris (CASVP). Contre la précarité, les bas salaires, la destruction du secteur social !

ORPEA : 42 jours de grève des aides à domicile

Des salariées de DOMIDOM, filiale d'ORPEA, se mobilisent depuis plus d'un mois pour exiger une augmentation. Leur salaire ne leur permet plus de vivre, ni même de payer l'essence pour leurs déplacements professionnels. Elles revendiquent 1 500 euros nets. La direction leur explique que « le modèle de l'entreprise » ne permet pas d'augmenter les salaires… fallait y penser.

Mais elles ne cèdent pas. Et iront se faire entendre au siège d'ORPEA, mercredi prochain. Solidarité !

Au Royaume-Uni, c'est parti pour la grève des infirmières

Les infirmières britanniques seront en grève les 15 et 20 décembre prochain. La secrétaire générale du syndicat Royal College of Nurses (RCN) explique que les infirmières en ont « assez des bas salaires, assez de ne pas pouvoir donner aux patients les soins qu'ils méritent ». Un hôpital sur quatre a mis en place des banques alimentaires pour soutenir le personnel : le salaire réel des infirmières a chuté de 20 % depuis 2010. 47 000 postes d'infirmières ne sont pas pourvus. L'an dernier, 25 000 infirmières ou sages-femmes ont claqué la porte. Plus de sept millions de personnes sont en attente de traitements dans les hôpitaux. Une catastrophe pour le personnel comme pour les patients.

Salaires et personnels en nombre insuffisant : même constat, même combat. En grève ici et là-bas.

On ne nous transporte pas, on nous roule

Bonjour les usagers des RER A, B, C et D et des trains de banlieue ! En plus d'avoir à supporter les rames complètement pleines pour aller au boulot et en revenir, le passe Navigo va augmenter dès janvier 2023, et passer de 75,20 euros mensuels à 80 ou 90 euros.

Gouvernement et droite (Valérie Pécresse est la présidente de région) se renvoient la balle d'un prétendu déficit qui serait à combler. Qu'ils voient avec leurs amis patrons du CAC 40, bourrés aux as ! Pour nous, les transports en commun sont un service public, écologique, qui devrait échapper à toute soif de profit : transports de qualité et gratuits ! Usagers et salariés des transports unis !

***Vote des téléspectateurs américains à l'Eurovision :* good for them**

En matière de droit de vote des étrangers, on voit où va la priorité… Les Américains, qui n'ont aucun représentant à ce concours de chant, y obtiennent le droit de voter, en demi-finales et en finale, mais les étrangers, qui contribuent tous les jours à l'économie du pays, sont toujours privés de leur droit de vote, même aux municipales ! Une promesse non tenue par la gauche depuis Mitterrand.